

PREFECTURE DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON  
PREFECTURE DE L'HERAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
3, place Paul Bec - Antigone  
34000 MONTPELLIER

**ARRETE N° 2004-1-332**

**OBJET :** Arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations classées  
**Société COGEMA – Concession du Lodévois**

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'environnement, notamment son article L 512-17 ;
- Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code de l'Environnement susvisé, notamment son article 34-1,
- Vu le décret du 9 septembre 1966 instituant la concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes du Lodévois au profit du Commissariat à l'Energie Atomique ;
- Vu le décret du 26 octobre 1977 autorisant notamment la mutation de la concession du Lodévois au profit de la compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 80-78 du 25 septembre 1980 complété et modifié par arrêtés préfectoraux des 11 mars 1981, 3 juin 1985 et 19 avril 1988 autorisant COGEMA à exploiter sur la commune de Le Bosc, une usine de traitement de minerais d'uranium, y compris une unité de récupération du molybdène, et des installations de surface nécessaires à l'activité minière ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1984 donnant acte à COGEMA de sa déclaration d'abandon partiel de travaux pour la zone nord de la verse à stériles Est située sur la commune de Soumont, lieu-dit « le Doumergoux » ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 98-I-3385 du 2 novembre 1998 et n° 2000-I-668 du 20 mars 2000 autorisant COGEMA à entreposer et à recouvrir les produits de démantèlement de l'usine de traitement de minerais d'uranium sur une plateforme créée à cet effet au dessus du stockage des résidus de traitement de Faille Sud ;
- Vu les récépissés n° 99-025 du 18 février 1999 et n° 99-173 du 28 septembre 1999 actant respectivement de la mise à l'arrêt définitif de deux dépôts d'explosifs (rubrique 1311) ainsi que d'un atelier de réparation d'engins à moteur (rubrique 2930), d'une installation de compression (rubrique 2920) et d'un atelier de charge d'accumulateurs (rubrique 2925) ;
- Vu le récépissé n° 99-054 du 7 avril 1999 accusant réception de la déclaration de COGEMA au titre de la rubrique n° 1710.4.b de la nomenclature concernant la mise en exploitation d'une nouvelle station de traitement des eaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 99.I.4488 du 16 décembre 1999 imposant la constitution et le maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site de stockage de résidus et de produits de démantèlement susvisé, de sa surveillance et des interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- Vu le récépissé n° 2000-I-184 du 19 décembre 2000 actant, dans le cadre de la mise en exploitation de la nouvelle station de traitement des eaux, du renouvellement d'autorisation de rejet d'eau dans la Lergue accordée par l'arrêté préfectoral n° 80-78 du 25 septembre 1980 susvisé ;

- Vu la déclaration du 24 avril 2001 par laquelle COGEMA signale l'arrêt définitif des travaux miniers sur sa concession du Lodévois ainsi que de diverses installations classées dont l'usine de traitement de minerai d'uranium ;
- Vu les dossiers, plans et renseignements joints à la déclaration susvisée ;
- Vu les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;
- Vu les conclusions de l'analyse critique du volet radiologique des dossiers susvisés demandée par arrêté préfectoral n° 2001-1-2650 du 5 juillet 2001 ;
- Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Languedoc-Roussillon ;
- Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du **30 JAN. 2004**

CONSIDERANT que la nature et l'importance des installations démantelées et des aménagements réalisés ainsi que leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et justifications de l'exploitant à l'appui de sa déclaration d'arrêt d'activité, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé,

SUR Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Sans préjudice pour ses engagements figurant dans sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et de cessation d'utilisation d'installations classées associées au sein de sa concession du Lodévois sur les communes de Le Bosc, Le Puech, Lodève et Soumont, la société COGEMA est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatives aux conditions de traitement, de surveillance et de restrictions d'usage de son site d'exploitation.

#### ARTICLE 2 DESCRIPTION DU SITE

Trois secteurs distincts sont concernés par le présent arrêté :

- l'ancien site industriel bâti (57 ha),
- le site minier y compris le stockage de résidus et de produits de démantèlement ainsi que la station de traitement des eaux résiduaires (137 ha),
- une zone de bois, terres agricoles et garrigues (256 ha).

La liste des parcelles correspondantes est jointe au présent arrêté. La situation géographique de ces secteurs est celle figurant au plan référencé « annexe 3-D0 » du dossier joint à la déclaration de COGEMA.

L'ensemble du secteur comprenant le stockage de résidus et de produits de démantèlement ainsi que la station de traitement des eaux résiduaires est clôturé. COGEMA prend toutes dispositions pour assurer l'entretien et le bon état de cette clôture. L'accès au secteur est limité aux seuls personnes autorisées. Cette limitation d'accès fait l'objet d'une signalisation appropriée.

Les aménagements ou installations réalisés sont visés à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantification de l'activité	Régime
167 - b	Décharge de déchets industriels provenant d'installations classées	Stockage des résidus de traitement et des produits de démantèlement de l'usine de traitement d'uranium	Autorisation
1710-4°	Substances radioactives sous forme de sources non scellées contenant des radionucléides du groupe 4, l'activité totale étant égale ou supérieure à 370 MBq (10 mCi) mais inférieure à 37 GBq (1 Ci)	Unité de fixation sur résines de l'uranium de la station de traitement des eaux résiduaires Activité totale : 29 GBq	Déclaration

Les prescriptions de l'arrêté type n°385 quinquiés sont applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1710-4 de la nomenclature. COGEMA prend les dispositions nécessaires pour s'assurer du respect des dispositions d'un arrêté ministériel de prescriptions générales pris ultérieurement au présent arrêté et qui seraient applicables à ces installations.

### ARTICLE 3 TRAITEMENT ET REJET DES EAUX

Le réseau de collecte des eaux en provenance des travaux miniers souterrains et des eaux de ressuage des zones de stockage des résidus de traitement du minéral est raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel ou dans un réseau d'eaux usées urbaines, sans traitement permettant de respecter les normes de rejet fixées ci-après, est interdit en toute circonstance.

Toutes dispositions nécessaires sont prises pour que les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble du site ne soient pas affectées par contact avec les produits entreposés. Ces eaux sont rejetées par gravité dans le milieu naturel (ruisseaux du Riviéral et du Mas d'Alary).

#### ARTICLE 3.1 COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX

Les installations de collecte et de traitement des eaux comprennent les équipements et ouvrages suivants :

- bassins de collecte en série de 10 000 et 4 000 m<sup>3</sup>,
- bassin supplémentaire de 13 000 m<sup>3</sup> pour le stockage des eaux en cas de précipitations exceptionnelles,
- unité de traitement de l'uranium par précipitation à la chaux
- unité de traitement du radium par précipitation au chlorure de baryum,
- unité de traitement de l'arsenic par précipitation au chlorure ferrique,
- décanteur avec ajout de flocculant de type alumine,
- unité de rectification du pH par ajout d'acide sulfurique,
- bassin de stockage intermédiaire de 500 m<sup>3</sup>,
- unité de traitement de l'uranium par fixation sur des résines échangeuses d'ions ,
- bassin de stockage de 1 000 m<sup>3</sup> avant rejet ; une vanne automatique asservie au pH et à la teneur en uranium est placée en tête de bassin ; en cas d'anomalie, les eaux sont recyclées en tête de station,
- canalisation de transfert des eaux jusqu'à la Lergue, à proximité du lieu-dit « la fontaine ».

Les boues soutirés du décanteur sont pompées et stockées dans deux bassins aménagés dans la zone de stockage des résidus de traitement du minéral.

##### Article 3.1.1 CONCEPTION ET EXPLOITATION

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux et des produits chimiques sont conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux effluents qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

COGEMA tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'au point de rejet final. Ces schémas sont tenus en permanence à la disposition de la DRIRE en charge de l'application du Code Minier et du Code de l'Environnement.

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations. Les observations relevées au cours de ces opérations ainsi que les anomalies constatées sont consignées sur un support adapté et aisément consultable.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Les opérations de maintenance, de contrôle et de vérification doivent être enregistrées et archivées ainsi que tout incident ou accident.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter les rejets au milieu naturel. Dans tous les cas, COGEMA informe la DRIRE en charge de l'application du Code Minier et du Code de l'Environnement de cette indisponibilité, à laquelle il remet sans délai, un rapport d'incident, analysant les mesures à prendre pour prévenir son renouvellement.

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel concerné de tout incident. Des dispositions doivent être prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence des installations.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents et en particulier pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

#### Article 3.1.2 PRODUITS CHIMIQUES

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les réservoirs de stockage de produits dangereux doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

COGEMA tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Le sol des aires où doivent être stockés ou utilisés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution doit être étanche, incombustible, résistant à l'action des produits susceptibles de s'y répandre et aménagé de façon à former une cuvette de rétention capable de contenir tout produit accidentellement répandu ainsi que les eaux de lavage. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux dispositions légales sur l'élimination des déchets spéciaux. Le chargement ou le déchargement de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution, ne pourra être effectué en dehors des aires spéciales prévues à cet effet et capables de recueillir tout produit éventuellement répandu ainsi que les eaux de lavage.

#### ARTICLE 3.2 CONDITIONS DE REJETS

##### Article 3.2.1 VALEURS LIMITES

Le rejet d'eaux après traitement tel que défini ci-dessus, doit respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur limite</i>	<i>Flux</i>
débit rejeté	-	210 m <sup>3</sup> /h
pH	5,5 - 9 u pH	-
température	25 °C	-
DCO	100 mg/l	21 kg/h
MES	30 mg/l	6,3 kg/h
SO <sub>4</sub>	2 000 mg/l	420 kg/h
Baryum	1 mg/l	0,21 kg/h
Uranium soluble	1,8 mg/l	0,38 kg/h
Radium soluble	0,74 Bq/l	0,16 MBq/h & 0,84 MBq/j
Arsenic	0,1 mg/l	0,02 kg/h
Molybdène	3 mg/l	0,63 kg/h

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées ci-dessus.

Les valeurs limites des rejets doivent être conformes aux dispositions contenues dans la réglementation en vigueur. Elles s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur au moins 24 heures. 10% des mesures journalières (comptées sur une base mensuelle) peuvent dépasser ces valeurs limites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

##### Article 3.2.2 SURVEILLANCE DES REJETS

COGEMA met en œuvre des moyens de surveillance de ses eaux résiduelles et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantiront le respect des normes de rejet.



La conduite de rejet est équipée de dispositifs de mesures et d'enregistrement des débits. Ces équipements sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement perturbée par des seuils ou obstacles et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les mesures en concentration sont effectuées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement des installations à partir de prélèvements sur au moins 24 heures proportionnel au débit. Ils sont conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90-513.

Les contrôles suivants doivent être réalisés :

Paramètres	Fréquence de mesurage
débit rejeté	continu
pH	continu
température	hebdomadaire sur un échantillon moyen journalier
DCO	trimestriel sur un échantillon moyen journalier
MES	hebdomadaire sur un échantillon moyen journalier
SO <sub>4</sub>	hebdomadaire sur un échantillon moyen journalier
Baryum	tous les 3 jours sur un échantillon moyen sur 3 jours (1)
Uranium soluble	<i>échantillonage</i> → continu tous les 3 jours sur un échantillon moyen sur 3 jours
Radium soluble	tous les 3 jours sur un échantillon moyen sur 3 jours (1) hebdomadaire sur un échantillon moyen journalier (2)
Arsenic	tous les 3 jours sur un échantillon moyen sur 3 jours (3) mensuel sur un échantillon moyen journalier (4)
Molybdène	mensuel sur un échantillon moyen journalier

(1) en cas de traitement du radium avec chlorure de baryum

(3) en cas de traitement de l'arsenic

(2) sauf en cas de traitement du radium

(4) sauf en cas de traitement de l'arsenic

Un contrôle annuel sur l'ensemble des paramètres visés ci-dessus est réalisé par un organisme tiers agréé. Les mesures effectuées par cet organisme agréé doivent être mises à profit afin de recalibrer les dispositifs de mesures d'autosurveillance mis en place par COGEMA.

## ARTICLE 4 SURVEILLANCE DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

### ARTICLE 4.1 CONTROLE DES EAUX SUPERFICIELLES

COGEMA doit procéder à une surveillance de la qualité des eaux du réseau hydrographique aux points suivants (repérés sur le plan référencé « annexe 2-14-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA :

- ruisseau du Riviéral, en aval immédiat de la confluence des ruisseaux du Doumergous et du Bourgnous. Ces ruisseaux drainent l'ensemble de la zone industrielle et la couverture du stockage des produits de démantèlement des installations.
- ruisseau du Mas d'Alary, en aval immédiat de la confluence des ruisseaux du Mas d'Alary et du ruisseau de Tréviels. Ces ruisseaux drainent l'ensemble de la zone minière et la couverture du stockage des résidus de traitement.
- rivière Lergue, en amont et en aval du rejet (« Capitoul » et « Pétout »).

Les points de prélèvement doivent correspondre aux zones d'écoulement principales des différents cours d'eau. Ils sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Chacun de ces points fait l'objet des contrôles suivants :

Paramètres	Fréquence de mesurage
pH	mensuel
Uranium soluble	
Radium soluble	
Plomb 210	
SO <sub>4</sub>	
Arsenic	
Molybdène	
DCO	trimestriel

#### ARTICLE 4.2 ANALYSE DES SEDIMENTS ET DE LA FLORE ET DE LA FAUNE AQUATIQUES

COGEMA doit procéder annuellement à un prélèvement de sédiments aux différents points définis ci-dessus pour le contrôle des eaux superficielles. L'analyse des sédiments porte sur le radium, l'uranium, le plomb 210 et une mesure du spectre granulométrique.

Des mesures similaires sont réalisées tous les 5 ans par un organisme tiers compétent ainsi que sur des poissons et sur des végétaux aquatiques. COGEMA fait connaître au préalable l'identité de l'organisme envisagé ainsi que son programme de surveillance.

#### ARTICLE 4.3 CONTROLE DES EAUX SOUTERRAINES

COGEMA doit procéder à une surveillance de la qualité des eaux souterraines à partir des piézomètres suivants (repérés sur le plan référencé « annexe 1-14-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA) :

- à proximité du stockage des produits de démantèlement ..... PIEZO FS
- à proximité de l'axe d'écoulement Nord-Sud marqué par le filon de basalte et la paléovallée majeure : /
  - au Nord de la faille de St-Julien, dans l'aquifère autunien ..... PIEZO 7 ✓
  - au Sud de la faille de St-Julien, dans l'aquifère autunien ..... PIEZO 2
  - au Sud de la faille de St-Julien, dans l'aquifère cambrien ..... PIEZO 3 ✓
- entre le stockage de résidus et la zone minière :
  - au Nord de la faille de St-Julien, dans l'aquifère autunien ..... PIEZO 6 ✓
  - au Sud de la faille de St-Julien, dans l'aquifère autunien ..... PIEZO 4
- à proximité de l'axe d'écoulement Nord-Sud marqué par la vallée du Mas d'Alary :
  - au niveau de l'exutoire naturel de la mine de Mas Lavayre ..... P37
  - au Sud de la faille de St-Julien, dans l'aquifère cambrien ..... PIEZO 1 ✓
- entre la zone minière et la zone Ouest Lergue :
  - dans l'aquifère autunien ..... PIEZO 8
  - dans l'aquifère cambrien ..... HYD 34

Chaque piézomètre fait l'objet des contrôles suivants :

Paramètres	Fréquence de mesurage
niveau	trimestriel
pH	
t	
Uranium	
Radium soluble	
SO <sub>4</sub>	
Arsenic	
Molybdène	

#### ARTICLE 4.4 EAUX DE CONSOMMATION

COGEMA fait procéder annuellement par un organisme agréé à un contrôle des eaux de consommation alimentant les populations les plus exposées à partir d'un forage. COGEMA proposera au préalable à la DRIRE, un programme de contrôle dûment justifié (choix des captages, paramètres de suivi, identité de l'organisme).

#### ARTICLE 4.5 SURVEILLANCE TOPOGRAPHIQUE

Les points de surveillance concernés sont repérés sur le plan référencé « annexe 1-14-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA.

##### Article 4.5.1 STOCKAGE DES RESIDUS

COGEMA contrôle visuellement aussi souvent que nécessaire l'état du talus aval des digues du stockage afin de repérer et pallier toute dégradation superficielle qui pourrait apparaître.

Un contrôle visuel de la couverture est également réalisé et complété par un levé topographique annuel. Si nécessaire, un remblayage des cuvettes qui se formeraient est réalisé pour éviter toute mise en charge hydraulique de la couverture.

##### Article 4.5.2 ZONE MINIERE

COGEMA procède à un suivi topographique annuel des points suivants :

- un point au niveau du hameau de Mas Lavayre et un point au niveau du hameau de St-Julien (zones habitées),

- un point à l'aplomb des galeries isolées du Quartier 220, au Sud du hameau de St-Julien (galeries non remblayées situées à environ 50 m de profondeur, en bordure de la RD 144 E),
- un point au-dessus de l'amas principal de Mas Lavayre, à l'aplomb de la hauteur maximale exploitée et remblayée.

#### **ARTICLE 4.6 SURVEILLANCE DE L'AIR**

COGEMA assure une surveillance de l'air sera à partir de stations dosimétriques comprenant :

- un dosimètre de site qui mesure mensuellement les concentrations moyennes volumiques de l'air en énergie alpha-potentielle due aux descendants à vie courte du radon 220 et 222, ainsi que l'activité volumique des poussières en suspension dans l'air,
- un Détecteur Thermo Luminescent (DTL) qui mesure trimestriellement l'exposition externe due aux rayonnements  $\gamma$ .

La position de ces stations est repérée sur les plans référencés « annexes 1 & 2-14-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA. Elles se situent :

- sur le stockage des produits de démantèlement,
- à l'aplomb de l'ancienne usine de traitement,
- dans les hameaux de St-Julien et St-Martin, au Mas Campagnard et à la ferme de Tréviels.

Les stations complémentaires suivantes sont implantées :

- sur le site de la station de traitement des eaux,
- dans la zone lotie de l'ancien site industriel.

Une station de référence du milieu naturel est implantée à Lodève.

La station des « Caoumelles » destinée au relevé des paramètres météorologiques est maintenue.

Des mesures similaires sont réalisées tous les 5 ans par un organisme tiers compétent. COGEMA fait connaître au préalable à la DRIRE, l'identité de l'organisme envisagé ainsi que son programme de surveillance.

Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par la DRIRE en charge de l'application du Code Minier et du Code de l'Environnement, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 4.7 SURVEILLANCE DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE**

Des analyses de la chaîne alimentaire sont effectués au moins tous les 2 ans dans l'environnement proche du site afin de compléter les connaissances sur l'exposition interne par ingestion des groupes de référence concernés.

Les aliments pris en compte doivent être représentatifs des habitudes alimentaires de ces groupes de référence.

### **ARTICLE 5 INFORMATION DE L'ADMINISTRATION**

#### **ARTICLE 5.1 RESULTATS DE CONTROLE ET SURVEILLANCE**

Les résultats des contrôles visés aux articles 3.2, 4.1, 4.3 et 4.6 ci-dessus doivent être adressés trimestriellement à la DRIRE en charge de l'application du Code de l'Environnement accompagnés de tout commentaire éventuellement nécessaire à leur compréhension ou à leur justification.

Une synthèse annuelle des résultats de tous les contrôles réalisés en application du présent arrêté également accompagnés de tout commentaire approprié est adressé au plus tard le 30 avril de l'année suivante :

- à la DRIRE en charge de l'application du Code de l'Environnement,
- à la DDAF en charge de la Police de l'Eau,
- à la DDASS.

Afin de s'assurer du respect de la limite réglementaire de 1 mSv de la dose efficace ajoutée annuelle, cette synthèse comportera une évaluation de cette dose déterminée suivant la méthodologie décrite dans le rapport de l'IPSN de novembre 2001 intitulé « Méthode d'évaluation de l'impact des sites de stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium ».

## **ARTICLE 5.2 ETUDE A LONG TERME**

La dose efficace ajoutée doit être évaluée pour les expositions pouvant résulter de l'évolution normale des stockages et les expositions potentielles susceptibles de résulter d'événements aléatoires pouvant perturber cette évolution normale.

En ce sens, COGEMA doit :

- réaliser un inventaire et une identification des événements qui représentent un risque potentiel d'altération du milieu d'accueil et des barrières artificielles ;
- apprécier la période d'efficacité des dispositifs de stockage ;
- distinguer une période d'oubli de l'existence du site en traitant notamment les possibilités d'activités humaines sur le site et de dégradation des barrières.

COGEMA propose à la DRIRE avant fin 2004, un programme d'étude en ce sens ainsi qu'un échéancier de réalisation correspondant.

## **ARTICLE 5.3 ACCIDENTS - INCIDENTS**

Le résultat de toute mesure présentant un caractère déviant sera porté sans délai à la connaissance de la DRIRE en charge de l'application du Code de l'Environnement.

COGEMA est également tenu de lui déclarer dans les meilleurs délais, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de traitement des eaux ou de tout autre phénomène apparu dans l'emprise des zones dont elle a la charge et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

COGEMA fournira, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet est présenté sous quinze jours au plus tard.

## **ARTICLE 6 REVISION DES CONDITIONS DE SURVEILLANCE**

Les conditions de surveillance des rejets, du site et de son environnement pourront être réexaminées à l'issue de la première période quinquennale visée à l'article 7.2 ci-après et sur la base du dossier justificatif mentionné à ce même article.

## **ARTICLE 7 GARANTIES FINANCIERES**

### **ARTICLE 7.1 OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES**

Conformément aux dispositions de l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, COGEMA est tenue au maintien de garanties financières répondant après exploitation du site de la surveillance et des interventions en cas d'accident ou de pollution liés au stockage des résidus de traitement du minéral et des produits de démantèlement de l'usine de traitement.

### **ARTICLE 7.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le montant des garanties financières permet de couvrir les frais de la surveillance et des interventions visés ci-dessus par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant des garanties financières est ainsi fixé de la manière suivante :

<i>Période</i>	<i>du</i>	<i>au</i>	<i>montant</i>
1	14 juin 1999	14 juin 2004	1 873 300 €
2	15 juin 2004	14 juin 2009	956 000 €
3	15 juin 2009	14 juin 2014	717 000 €
4	15 juin 2014	14 juin 2019	478 000 €
5	15 juin 2019	14 juin 2024	449 000 €
6	15 juin 2024	14 juin 2029	401 500 €

### **ARTICLE 7.3 MODALITES D'ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES**

Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période suivante, tel que défini ci-dessus, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.



Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières est actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de COGEMA.

#### **ARTICLE 7.4 ATTESTATION DE CONSTITUTION ET DE RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le document attestant de la constitution ou du renouvellement des garanties financières pour une période quinquennale considérée est transmis au préfet au moins 6 mois avant l'échéance de la période précédente.

Le document attestant la constitution des garanties financières est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par la réglementation.

#### **ARTICLE 7.5 MODIFICATIONS**

Le montant des garanties financières peut être révisé à la demande de l'exploitant ou de l'administration en cas de modification des conditions de remise en état du site ou d'évolution des conditions de sa surveillance. Lorsque la demande de révision est à l'initiative de l'exploitant, elle est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **ARTICLE 7.6 MISE EN OEUVRE DES GARANTIES FINANCIERES**

Les garanties financières sont mises en oeuvre, pour réaliser les interventions et actions de surveillance visées ci-dessus, soit après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement soit en cas de disparition juridique de COGEMA et d'absence de conformité aux dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.7 LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES**

L'obligation de garanties financières n'est levée qu'en cas de suppression dûment justifiée de la nécessité de procéder à la surveillance ou à toute intervention visées ci-dessus. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 8 SERVITUDES ET CESSIION DE TERRAINS**

COGEMA est tenue de fournir dans un délai de 6 mois, tout document attestant qu'elle a pris des dispositions pérennes suffisantes pour garantir un usage des secteurs concernés permettant de s'affranchir des dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

La localisation des secteurs concernés est celle figurant au plan référencé « annexe 1-14-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA. Les restrictions d'usage des terrains correspondants devront pour le moins répondre aux objectifs suivants :

Secteur 1 (site minier dont zone d'implantation de la station de traitement des eaux et du stockage des résidus et produits de démantèlement ainsi que les ouvrages isolés y compris sur site industriel)

Sur les terrains situés à l'aplomb des exploitations souterraines (profondeur voisine ou inférieure à 100 m - cône d'influence de 25° sur la verticale), les constructions devront respecter les règles de l'art relatives à la prise en compte de possibles rééquilibrages rhéologiques du fait de l'existence d'excavations souterraines.

Toute construction devra être interdite à l'aplomb des ouvrages isolés et non remblayés et présentant un coefficient de sécurité voisin ou inférieur à 5 (profondeur voisine ou inférieure à 50 m - cône d'influence de 25° sur la verticale). Sont concernés :

- Quartiers 220 Nord et Sud de Mas Lavayre,
- PI 111 de Mares 4/5,
- Descenderie Mares 4/5,
- Galeries de recherche Mares 1 et Tréviels Ouest,
- Puits P35 et P51,
- Descenderies A et B,
- Ancienne poudrière.

Est également concernée, l'emprise de la galerie (extracteur à soc) située sous l'ancienne aire de stockage du minéral sauf si les travaux envisagés nécessitent son décaissement total. Les matériaux extraits sont maintenus dans l'emprise du site COGEMA. Les réseaux de drainage associés doivent être préservés.

Devront également être interdits dans le périmètre clôturé comprenant le stockage des résidus et la station de traitement des eaux:

- l'utilisation des terrains par quelque personne physique ou morale, publique ou privée autre que COGEMA pouvant conduire à leur remaniement et en particulier, la réalisation de trous, sondages, forages, affouillements, constructions de bâtiments à caractère provisoire ou définitif ;
- l'utilisation des terrains à des fins de cultures de plantes ou fruits destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
- l'utilisation des terrains à des fins d'élevage ou de pâture d'animaux ;
- l'utilisation des terrains pour des activités sportives ou de loisirs ;
- l'irrigation des terrains.

#### Secteur 2 (site industriel hors ouvrages isolés et zones hors site minier)

La réalisation de forages destinés à la production d'eau doit être interdit, sur l'ensemble des parcelles comprises dans un quadrilatère limité au Nord par la faille Nord, au Sud par la faille de St-Julien, à l'Est par le ruisseau du Bourgnous et à l'Ouest par la rivière Lergue. Ce périmètre comprend le stockage de résidus, le site industriel et l'emprise du Quartier TMS de Tréviels. Ce périmètre est étendu aux parcelles COGEMA situées à l'Ouest de la rivière Lergue, dans un secteur où les eaux sont naturellement radifères.

Sont également interdits :

- toutes nouvelles constructions dans l'emprise des versées résiduelles à stériles répertoriées sur le plan référencé « annexe 1-DII » du dossier joint à la déclaration de COGEMA,
- dans toutes zones de remblais apportés par COGEMA (emprise des versées résiduelles à stériles et site industriel), l'emprunt, y compris à l'issue d'opérations de terrassement, de matériaux pour un usage extérieur au site de leur implantation.

Les remblais rapportés par COGEMA ne peuvent être extraits lors de futurs terrassements sans être radiométriquement contrôlés. Leur qualité géotechnique doit également être vérifiée avant d'y envisager toute construction.

Les constructions nouvelles doivent être élevées sur vide sanitaire afin de permettre une ventilation passive suffisante propre à éviter tout risque de concentration naturelle de radon supérieure à la valeur guide de 200 Bq/m<sup>3</sup> fixée par la Circulaire n°99/46 du 27 janvier 1999 conjointe à la Direction Générale de la Santé et à la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

L'occupation des locaux répertoriés n°1 (bâtiments Magasin), n°4 (Atelier Usine) et n°12 (Bureaux Maintenance Usine) sur le plan référencé « annexe 2-1-DI » du dossier joint à la déclaration de COGEMA, nécessite la mise en place préalable dans ces bâtiments de dispositifs aptes à les ventiler suffisamment en raison du risque d'accumulation de radon.

En raison de la présence d'amiante liée entrant dans la composition des dalles de revêtement de sol, toutes dispositions et précautions doivent être prises conformément à la réglementation en vigueur (Code du travail et Code de l'Environnement) en cas de démolition totale ou partielle dans les bâtiments suivants :

- bâtiment Administratif - repère n°6,
- bâtiment Laboratoire - repère n°7,
- bâtiment Atelier Usine - repère n°4.

#### **ARTICLE 9 ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTERIEURES**

Les arrêtés préfectoraux susvisés suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral n° 80-78 du 25 septembre 1980 complété et modifié par arrêtés préfectoraux des 11 mars 1981, 3 juin 1985 et 19 avril 1988 (exploitation usine et installations de surface);
- arrêté préfectoral n° 99.I.4488 du 16 décembre 1999 (garanties financières).

Sont remplacées par les dispositions du présent arrêté, les modalités de surveillance de l'eau et de l'air des arrêtés préfectoraux n° 98-I-3385 du 2 novembre 1998 et n° 2000-I-668 du 20 mars 2000 (stockage des produits de démantèlement).

#### **ARTICLE 10 AUTRES REGLEMENTATIONS**

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du Code civil, du Code de l'urbanisme, du Code de l'environnement, du Code du travail et du Code général des collectivités territoriales.

La présente décision ne vaut pas permis de construire ou de démolir.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par COGEMA, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que les conditions de fonctionnement et de surveillance actées par le présent arrêté présentent pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**ARTICLE 11.1 INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès des mairies de Le Bosc, Le Puech, Lodève et Soumont et pourra y être consultée,
- une copie de cet arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans ces mairies.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins de COGEMA.

**ARTICLE 11.2 EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,  
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
les maires de Le Bosc, Le Puech, Lodève et Soumont,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une exécution leur est notifiée administrativement ainsi qu'à COGEMA.

Copie conforme à l'original  
P/Le Chef de Bureau,

Thomas MORTINI

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2004

Le Préfet

